



## ILS SE PARLENT DANS CE GOUVERNEMENT ???

**A** lors que **Force Ouvrière** avait déjà alerté le ministère de la Défense courant juin 2015, sans réponse à ce jour, au sujet d'une rumeur de création d'une école de Gendarmerie sur le site de la BA 102 de Dijon, nous apprenons l'annonce de cette installation lors de la visite sur la base le 17 juillet 2015 de MM. Cazeneuve et Rebsamen, respectivement ministre de l'Intérieur et du Dialogue social.

En l'occurrence, M. Rebsamen, ex-maire de Dijon, est à ce point ministre du Dialogue social qu'il n'a toujours pas répondu favorablement aux demandes d'audience de nos représentants de la base aérienne depuis l'annonce de la fermeture. Fidèle à lui-même, il s'est déplacé sur la BA 102 accompagné de son collègue de l'Intérieur sans même prendre la peine de recevoir les organisations syndicales.

Quoi qu'il en soit, si l'installation de l'école de Gendarmerie est en soi une bonne nouvelle, elle pose plusieurs problèmes, tels que la conception du dialogue social qui prévaut au ministère de la Défense, la cohérence qui règne au sein du gouvernement et la manière dont on décide les restructurations.

En effet, cette création n'a été annoncée aux organisations syndicales ni par le ministre de la Défense, ni au cours du dernier comité de suivi des restructurations. C'est à se demander à quoi sert cette instance !

Alors que des agents ont vu leur poste supprimé à Dijon, que d'autres restent à reclasser, personne n'est capable de coordonner les

décisions propres à chaque ministère. Or, on peut légitimement penser que quelques postes pourraient être proposés à des personnels civils sur le site de la BA 102.

Le syndicat national des personnels civils de la Gendarmerie (SNPC FO) a, quant à lui, déjà interpellé la direction de la gendarmerie nationale pour rappeler nos revendications de voir ouvrir des postes à des agents restructurés de la Défense.

De deux choses l'une : ou le ministre de la Défense était au courant, et dans ce cas lui ou son cabinet ont délibérément choisi de ne rien dire, ou ils ne savaient rien, et ça en dit long sur le fonctionnement de ce gouvernement. Pour notre part, nous ne voulons pas croire que l'on soit capable de céder un site de l'importance d'une base aérienne sans que le cabinet du ministre de la Défense n'en sache rien !!! Il ne leur reste plus qu'à se souvenir qu'il y a des syndicats qui représentent les personnels civils dans ce ministère.

A travers ce tract, FO interpelle le ministre de la Défense afin que les fédérations syndicales soient informées le plus rapidement possible des conséquences de la création de l'école de Gendarmerie en terme d'emplois.

C'est bien la première fois qu'ils se mettent à trois ministres pour ignorer les organisations syndicales, mais il y aura bien quelqu'un au sein des trois cabinets réunis pour leur rappeler que nous existons.

Paris, le 20 juillet 2015